National Defence Défense nationale

Canadian Forces College

Collège des Forces Canadiennes

DE LA CHRYSALIDE AU PAPILLON : LE COMBAT DU XXI° SIECLE EN ACTION AU SAHEL

Lieutenant-colonel Raphaël Betz

JCSP 45

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

PCEMI 45

Solo Flight

Avertissement

Les opinons exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

Canada

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 45 – PCEMI 45
2018 – 2020

SOLO FLIGHT

DE LA CHRYSALIDE AU PAPILLON : LE COMBAT DU XXI° SIECLE EN ACTION AU SAHEL

Lieutenant-colonel Raphaël Betz

"This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence."

"La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale."

DE LA CHRYSALIDE AU PAPILLON :
LE COMBAT DU XXI° SIECLE EN ACTION AU SAHEL

Alors que le Mali est en proie à une instabilité politique depuis plusieurs années, et vit un coup d'état militaire le 12 mars 2012, le nord du pays devient un sanctuaire pour des groupes armés Djihadistes. Le 10 janvier 2013, le président Traoré adresse à l'Organisation des Nations Unies (ONU) une demande officielle d'aide militaire suite à la prise de la ville de Konna et à la menace qui pèse alors sur l'ensemble du Mali. Le 11 janvier, la France déclenche l'opération Serval. Dans le continuum des opérations tel que le décrit la doctrine française[1], le déclenchement de l'opération marque la phase d'intervention. Serval déploiera en moins de quinze jours l'équivalent d'une brigade interarmes, forte de presque 4500 hommes, et conduira à la réalisation des objectifs stratégiques fixés par le chef de l'état.

Le président François Hollande en visite à Bamako le 2 février déclarait, « La France restera le temps qu'il faudra. (…) Le terrorisme a été repoussé, il a été chassé, mais il n'a pas encore été vaincu. (…) Nous avons le soutien de la population, parce que les Africains sont là, parce que les Européens sont présents, parce que nous avons une communauté internationale qui est à l'unisson»[2]. Cette prise de parole illustre l'intention générale de la France au Sahel, et place bien l'opération française dans une approche globale et multilatérale. En effet, bien que l'intervention semble unilatérale, c'est bien dans un multilatéralisme que la France s'est déployée, au sens ou Ruggie l'entend, à savoir, « « une forme institutionnelle qui coordonne les relations entre trois États ou plus, sur la base de principes de conduite "généralisés"»[3]. Par ailleurs, la France adopte au Sahel une approche globale. Celle-ci «couvre les niveaux stratégiques et opératifs. Elle préconise une approche simultanée sur les trois domaines que sont la sécurité, la gouvernance et le développement, aussi bien économique que social,

[1] Voir figure 1
[2] Pauline Maisterra, « Hollande et le Mali : les dates-clefs », le figaro international, Paris, Septembre 2013, https://www.lefigaro.fr/international/2013/09/19/01003-20130919ARTFIG00502-hollande-et-le-mali-les-dates-clefs.php
[3] John Gerard Ruggie, « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », International Organization, vol. 46, n° 3, été 1992, p. 571.

pour aboutir à une résolution durable de la crise. »[4] Le 1er août 2014, l'opération Barkhane remplace l'opération Serval, étendant la zone des opérations du Mali au Tchad.[5]

Il est intéressant alors de s'interroger sur les enjeux sécuritaires locaux et régionaux qui ont présidé à l'évolution de cette opération aéroterrestre. Il s'agit d'un changement de posture important entre une action au profit d'un pays ami, vers une opération régionale, avec un multilatéralisme accru. Est-ce une évolution dans les phases de combat tendant vers la stabilisation, ou s'agit-il d'opérations interarmées répondant à une approche globale ?

Par le passage de Serval à Barkhane, la France se dote d'un outil capable de mener à la fois un combat aéroterrestre de haute intensité et d'un levier majeur pour appuyer l'approche globale vers la stabilisation puis la normalisation dans la bande Sahélo-Saharienne. Ce nouveau paradigme peut préfigurer les formes modernes de résolution de crises au XXIème siècle.

Dans un premier temps il sera démontré que l'opération Serval, déclenchée dans l'urgence, portait des éléments d'approche globale à la résolution de la crise. A l'image de la chenille qui tisse sa chrysalide, les forces françaises ont poursuivi d'emblée un objectif d'accompagnement à la reconstruction du pays.

Puis, dans un second temps, il sera, montré que le passage à l'opération Barkhane poursuit, à travers un déploiement en synergie avec les forces du G5 Sahel, un appui à la stabilisation de la situation du théâtre. La chrysalide se développant en papillon, l'approche globale s'étend alors à l'ensemble de la région.

Enfin, la phase de normalisation devrait permettre aux forces françaises de transférer aux nations hôtes la gestion de la sortie de crise. Cependant, papillon dans la tourmente, des freins et des limites semblent se dresser pour cette évolution finale.

---

[4] Francois Mirikelam; synthèse du Colloque « 100 ans après 1918 – Vaincre au XXIe siècle » ; Revue Pensée militaire ; Centre de Doctrine et d'enseignement du Commandement ; Paris 2018 ; p.47

[5] Voir figure 2

1/ SERVAL, UNE OPERATION AEROTERRESTRE QUI POSE LES BASES D'UNE RESOLUTION PAR L'APPROCHE GLOBALE.

Le déploiement de la brigade Serval est l'illustration de l'emploi d'une force de combat interarmées, agissant dans un multilatéralisme concret pour la résolution d'une crise régionale. La France déploie, en parallèle de ses forces armées, un ensemble d'acteurs afin de participer à la résolution de la crise Malienne dans une approche globale.

La doctrine française, en matière de continuum des opérations, fixe l'intention de gagner la bataille[6] comme objectif de la phase d'intervention. Durant cette phase, c'est l'ensemble des moyens interarmées qui vont intervenir. En effet, pour le déploiement de la Brigade Serval, en appui des forces terrestres, les forces aériennes réaliseront des sorties depuis les bases pré-positionnées de N'Djaména au Tchad, puis depuis l'aéroport de Bamako afin de mener des missions de reconnaissance, de destruction ou d'interdiction. Les aéronefs Atlantique 2 de la marine apporteront également un appui de reconnaissance aérienne. De même le Dixmude, bâtiment de projection et de commandement réalisera le soutien logistique maritime en acheminant depuis le port de Toulon l'approvisionnement en munitions et en véhicules lourds. Enfin, des éléments blindés légers sont prélevés sur le détachement de l'opération Licorne à Abidjan ainsi que des fantassins en provenance du Tchad et du dispositif Epervier. L'ensemble des composantes militaires françaises ont été mises en œuvre sur ce déploiement. Les forces ont également pu bénéficier des ressources spatiales des satellites de la Direction du Renseignement Militaire et de l'appui d'un détachement du service action de le Direction Générale des Services Extérieurs.

Le déploiement en urgence de ce corps expéditionnaire illustre la capacité française à se déployer sur court préavis, mais également la mise en œuvre concrète du multilatéralisme français. En effet, au Tchad ou en Côte d'ivoire, des forces sont pré-positionnées dans le cadre d'accords de défense entre la France et ces nations. De même, le soutien logistique allié, notamment par l'utilisation d'aéronefs de transport, de ravitaillement ou d'évacuation, démontre le caractère multilatéral de cette opération. Pour

[6] Voir figure 1

Recchia, c'est même ce besoin d'appui logistique qui est à l'origine de l'évolution de la politique multilatérale française. Cette nécessité « de partager la charge opérationnelle a probablement contribué à conduire la politique française en Afrique dans une direction multilatérale (Trad.)»[7]

La définition qui peut émerger alors du multilatéralisme français, est donc bien une coopération institutionnelle d'amis ou alliés pour l'emploi de moyens humains et matériels, sous la coordination d'une nation cadre. Serval porte cette marque originale française.

Cette opération marquera également la mise en œuvre d'une approche globale à la gestion de crise, celle-ci étant conçue comme une propédeutique au déploiement opératif. Pour Mirikelam

« L'approche globale couvre les niveaux stratégiques et opératifs. Elle préconise une approche simultanée sur les trois domaines que sont la sécurité, la gouvernance et le développement, aussi bien économique que social, pour aboutir à une résolution durable de la crise. » [8]

Aussi, dès la définition des objectifs stratégiques et politiques du déploiement de la Brigade Serval, l'effet final recherché est clair : Lutter contre les groupes armés terroristes avec les Forces Armées Maliennes (FAMa), rétablir l'intégrité et la souveraineté territoriale du Mali, et favoriser la mise en œuvre des décisions internationales avec le déploiement de Mission d'Entrainement de l'Union Européenne (EUTM Mali) et la mission internationale de soutien au mali (MISMA). La force déployée s'inscrit donc pleinement dans le domaine de la sécurité, mais favorise également directement la gouvernance puis le développement. Ce sera le cas, puisque le 18 juin 2013, un accord de cessez-le-feu est signé entre le gouvernement de transition malien, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), et le haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). De plus, le 11 août, le processus démocratique au Mali est intégralement rétabli avec l'élection du Président Keita. La sécurité et la gouvernance sont bien les premières étapes de la résolution de cette crise.

Enfin le déploiement des éléments militaires français s'accompagne d'une coopération interministérielle, mais également d'organisations nationales. En effet, en parallèle des actions du ministère de la défense, des affaires étrangères, différentes organisations dont l'Agence Française pour

---

[7] Stefano Recchia; "A legitimate sphere of influence: Understanding France's turn to multilateralism in Africa", Journal of Strategic Studies, 2020; 43:4; p.514

[8] Mirikelam ; « 100 ans après 1918 – Vaincre au XXIe siècle »; p.47

le Développement (AFD) reprennent leurs activités d'accompagnement et d'assistance au Mali. « L'AFD s'est fixée un double objectif : redémarrer les projets dont l'exécution avait été interrompue et répondre aux défis posés par la situation post-conflit du Nord du Mali, en particulier dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti. »[9]

Serval aura donc été une opération militaire, s'appuyant sur une approche globale de la crise, en agissant sur les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, mobilisant des acteurs du champ interministériel. Bien que la France soit la nation cadre de cette opération, elle intervient à la demande d'une nation amie, dans une légitimité internationale, en bénéficiant des appuis des nations alliées. Cette opération prend d'emblée une forme originale de multilatéralisme. Telle une Chrysalide qui se développe, l'opération Serval pose les bases solides d'une approche globale de résolution de crise.

2/ BARKHANE, UN OUTIL REGIONAL AU SERVICE DE LA RESOUTION DE LA CRISE QUI CONDUIT L'APPROCHE GLOBALE A SON APOGEE.

Déployée le 1er Juillet 2013, la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMa) reçoit pour mandat de stabiliser la situation dans les villes du Mali, et de contribuer au rétablissement de l'autorité de l'état du Mali, en lieu et place de la MISMa. En coopération avec les forces françaises, celle-ci prend son mandat en charge en répartissant ses moyens dans un secteur Ouest, Centre et Est du Mali. A partir du 1er aout 2014, l'opération Serval et le dispositif Epervier se fondent dans l'opération Barkhane. [10]

Le virage marqué par cette redéfinition est l'illustration d'une mise en œuvre totale de l'approche globale de la France dans la gestion de cette crise, ainsi que l'application concrète du multilatéralisme. Sur un théâtre d'opération couvrant le Mali, le Niger et le Tchad, la force Barkhane participe à la stabilisation, afin de conduire à la paix[11].

---

[9] Agence Française pour le Développement ; plaquette d'information Mali, https://www.afd.fr/fr/ressources/lafd-et-le-mali-0 ; consultée le 12 mai 2020
[10] Voir figure 2
[11] Voir figure 1

Barkhane est tout d'abord une réponse opérative et tactique de la gestion de la crise. Pour A. D'Evry, « constatant la réalisation des objectifs de serval, et la dispersion des groupes Djihadistes, la France a fait évoluer sa présence en la régionalisant de façon évolutive et en profondeur, plutôt que s'attacher à la défense d'un Limes. »[12] Cependant, avec le temps de l'opération, cette menace Djihadiste a évolué. Plusieurs mouvements se sont associés dans le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM)[13]. Les modes d'actions allaient du racket et du banditisme de grand chemin, aux actions coordonnées contre les forces tchadiennes ou nigérianes. La dissémination, puis l'association de circonstance des groupes terroristes illustrent bien cette situation tactique évolutive. La régionalisation et la coopération opérative entre les forces en présence devient l'enjeu du déploiement de Barkhane pour lutter contre un adversaire plus coordonné.

A cet effet, Barkhane s'intègre dans un dispositif stratégique régional large par une coopération et une conduite des opérations en liaison avec d'autres nations partenaires. Très tôt, la force Serval a coopéré avec l'EUTM. Le rôle de cette mission prendra une importance accrue avec Barkhane. La France contribue à cette mission par l'envoi d'hommes, mais également en organisant, en liaison avec les FAMa et l'EUTM, la répartition des secteurs d'actions des différentes opérations conjointes.

De plus, la stabilisation de la région sera marquée par la création du G5 Sahel, le 16 février 2014. Cette institution regroupe cinq états de la région, la Mauritanie, le Mali, le Burkina-Faso, le Niger et le Tchad. En se dotant progressivement d'une force conjointe composée des cinq états membres du G5 (FC G5S), saluée par une déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU, le 21 juin 2017, cette composante armée régionale doit prendre à sa charge progressivement la sécurité de la région. La France l'accompagne dans ses opérations. Au cours de l'opération Hawbi, un contrôle de zone mené par la FC G5S entre le 28 octobre et le 11 novembre 2017, dans la région des trois frontières du Liptako–Gourma (Mali, Burkina Faso, Niger) ce sont près de 800 soldats Maliens, Tchadiens et Nigérians, qui seront appuyés par une compagnie de Barkhane. La capacité Transfrontalière de cette

[12] D'evry ; Antoine ; « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons. » Focus stratégique N°59 ; Ifri, Paris, Juillet 2015 ; p. 44

[13] Voir figure 3

force conjointe se complète avec les actions de la MINUSMa au Mali, et l'appui de Barkhane dans la région.

Enfin, le passage à Barkhane conduira l'approche globale de la France à son apogée. Le témoignage du Général Guibert à ce sujet est éclairant : « Outre les autorités locales et étatiques et les FAMa, il est nécessaire d'embarquer avec nous les acteurs de développement, qu'ils soient africains, maliens, français ou de l'Union européenne. Il s'agit en effet de restaurer, dans les zones où nous agissons, l'autorité et la présence de l'État. » [14] Ainsi, au-delà de la résurgence de l'AFD dès les premières heures de Serval, un élan plus vaste d'accompagnement du développement et d'aide financière des pays de la région émerge. Pour Durand De-Sanctis, «l'implication de bailleurs de fonds extérieurs, notamment à partir de 2017 et de la création de l'« alliance Sahel » regroupant une douzaine de partenaires étatiques et internationaux (France, Allemagne, Union européenne, Banque mondiale…), a accentué ce processus d'élargissement politique des objectifs du G5.[15] »

Barkhane aura donc été la réponse opérative adaptée à une nouvelle situation tactique et surtout à de nouveaux besoins des états de la région, notamment en matière de sécurité et d'accompagnement de leur développement. « La stratégie sahélienne de la France vise à ce que les États partenaires acquièrent la capacité, d'assurer leur sécurité de façon autonome. Elle repose sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement) dont le volet militaire est porté par l'opération Barkhane, conduite par les armées françaises. »[16] Ce résumé du chef d'état-major des armées françaises illustre bien le rôle des forces armées dans la résolution de la crise. L'approche globale portée à son apogée et le multilatéralisme français s'y expriment de façon claire. La chrysalide est devenue papillon.

---

[14] Bruno Guibert ; « Colloque l'interculturalité au prisme des actions militaires. » Etat-major Spécialisé pour l'Outre-Mer et l'Etranger ; Paris, 2018. P.67

[15] Julien Durand de Sanctis ; « G5 Sahel : l'ambiguïté d'une stratégie de sécurité » novembre 2019, https://www.middleeasteye.net consulté le 09 mai 2020.

[16] Etat major des Armées ; site internet ; dossier opérations ; 30 mars 2020 https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane consulté le 12 avril 2020.

3/ LA DERNIERE ETAPE DE L'APPROCHE GLOBALE : BARKHANE, UN OUTIL QUI DOIT S'EFFACER POUR FAVORISER LA NORMALISATION

La phase de normalisation laisse une place croissante aux organisations non gouvernementales, à la nation hôte et aux organismes internationaux. La force armée d'assistance se désengage progressivement pour laisser place aux forces de sécurité nationales. La stratégie francaise est tournée vers une autonomie régionale, sous conditions.

En effet, lors du déploiement de Serval, puis l'extension à l'opération Barkhane, la France à agit directement sur les groupes armés terroristes et a favorisé un rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali notamment. L'action a été menée essentiellement contre les groupes d'Al Qaida au Magrheb Islamique (AQMI) puis contre le GSIM. L'action « sociale » (énergie gratuite, soins, alimentation à bas prix) menée par AQMI au nord du Mali à l'issue de l'insurection de 2012 a apporté un sentiment parfois favorable à court terme pour ces organisations. Le plus souvent l'enrolement dans les groupes terroristes ne s'opère pas par fanatisme religieux. C'est plutot une conséquence économique, ou une présence trop fragile de l'état Malien qui en sont à l'origine. Dans le sud du Mali, « les leaders religieux sont percus comme moins corrompus que les partis politiques ou les forces de sécurité »[17] Dés lors, combattre les groupes armés terroristes, revient dans certains cas à détruire une source de revenus ou une stabilité pour une population qui dispose de peu de recours possibles.

Par ailleurs, la normalisation passe par une accélération de la qualification des forces armées. La force Barkhane conduit parfaitement cette nouvelle phase. Dans le cadre du développement du Partenariat Militaire Opérationnel (PMO), « en 2019, 4000 soldats des forces armées partenaires ont bénéficié d'une action de formation réalisée par la force Barkhane dans le cadre du partenariat de combat. L'association des partenaires aux différentes opérations est systématiquement recherchée en privilégiant une logique de binômage. »[18] La formation, en complément de l'action de l'EUTM, est également accompagnée d'un dispositif en direction des états-majors. En effet, en 2020, la création d'un poste de commandement conjoint des forces du G5 Sahel, dans lequel 20 officiers de barkhane sont insérés, contribue à la fois à la coordination des actions lors des opérations, mais également à la

---

[17] Marc-Antoine Pérouse de Montclos ;; « une guerre perdue, La France au Sahel » ; Lattès ; Paris, Janvier 2020 ; p.143

[18] Etat-major des armées ; Point de situation Mai 2020 ; https://www.defense.gouv.fr/operations/points-de-situation/point-de-situation-des-operations-du-08-au-14-mai consulté le 17 mai 2020

fonction assistance et conseil de Barkhane. Enfin, pour compléter le développement capacitaire des forces locales, « la formation d'Unités spéciales anti-terroristes (USAT) permet désormais de disposer d'unités possédant un niveau adapté, dans la perspective d'engagements aux côtés de la future Task force 'Takuba'. »[19]

De même, les actions civilo-militaires (CIMIC) connaissent un essor croissant. Ainsi on peut noter des actions de reconstruction, mais également la mise en place d'aide à la réinsertion et à l'emploi.
« Débuté en février 2018, la 1ère édition de ce « forum pour l'emploi » a été une véritable réussite puisqu'une vingtaine d'entreprises de Gao ont répondu à la proposition de Barkhane d'offrir une formation rémunérée de 4 mois à une quarantaine de jeunes, âgés de 18 à 32 ans. »[20] En 2020, environ une centaine de jeunes apprentis auront bénéficié de cette initiative. C'est dans cette perspective de retour à la normale que la France est engagée, cherchant à combiner à la fois l'aide à court terme et à moyen terme.

L'intervention de la France au Sahel est cependant accompagnée de limites et de critiques quant à son action. La principale critique est essentiellement marquée par les difficultés de gouvernance issues de la lutte contre les groupes terroristes. Pour Pérouse de Montclos, « l'exceptionnalité de la menace terroriste justifie la disproportion de la réponse et la mise en place d'états d'urgence qui permettent de museler toute forme d'opposition et qui reviennent en fait à sacrifier les valeurs et les vies que les démocraties disent vouloir défendre »[21] L'enjeu est lié à la complexité des relations interethniques et communautaires dans la région. Certains peuples organisés autour du nomadisme et du pastoralisme peuvent s'opposer au développement des centres urbains qui concentrent les organes de décisions, et se sentent oubliés par l'action de l'état.

De même, la principale limite au développement est marquée par une logique de d'offre plus que de besoins réel des populations. En effet, le Sénat remarque que « les institutions internationales et les agences de développement ont en effet pour objectif principal d'engager au maximum les

---

[19] *Ibid.*
[20] *Ibid.*
[21] Pérouse de Montclos ; « une guerre perdue, La France au Sahel » ; p.197

financements dont elles disposent, puisque c'est à cette aune qu'elles sont jugées et évaluées par les pays financeurs ou par les pays de tutelle.[22] » Une forme de compétition au financement de projets ou d'aides se ressent. Celle-ci semble offrir à des organisations non gouvernementales ou privées l'assurance d'un contrat ultérieur.

Dans le cadre de cette étude, il a été démontré que les actions de Barkhane par les CIMIC, en lien avec l'AFD notamment, ou par la PMO, se font de façon conjointe et en liaison avec les autorités locales, en application d'une approche globale et d'un multilatéralisme. Mais des limites émergent sur la place et le rôle du gouvernement dans chacun des états touchés. En phase de normalisation, le papillon est dans la tourmente…

Pour conclure, l'analyse de Recchia[23] sur le multilatéralisme français offre une lecture claire sur plusieurs points marquants. La France légitime son action en s'appuyant sur l'approbation du conseil de sécurité de l'ONU. Elle rassure les adversaires d'un néo-colonialisme par une intervention limitée dans le temps avec une relève sur position par la MINUSMa. Mais la France renforce également son leadership par un déploiement de forces dans la région. Enfin elle se garantit une sortie honorable en cas d'échec, en partageant éventuellement les tords. Cette intervention en urgence, se développe dans une forme spécifique de multilatéralisme, où la France est la nation cadre de l'intervention, en coopération avec les acteurs régionaux.

Elle est également renforcée en légitimité et en efficacité à la fois par les résultats probants sur les plans tactiques et opératifs, mais aussi par ses actions d'aide au développement. L'approche globale, c'est-à-dire couvrant les dimensions de sécurité, gouvernance et développement, s'est montrée équilibrée et efficiente. Certes l'environnement physique et humain de la région reste complexe, et des tensions intercommunautaires peuvent subsister. Mais Serval puis Barkhane ont réalisé les missions pour lesquelles elles étaient déployées. Les choix politiques réalisés n'appartiennent pas aux forces

[22] Henri De Raincourt ; Hélène Conway-Mouret ; « Rapport d´information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur l'aide publique au développement au sahel » Rapport sénatorial N°728, 29 juin 2016, p.54

[23] Recchia; "A legitimate sphere of influence: Understanding France's turn to multilateralism in Africa", p.514

armées et n'ont pas fait l'objet de cette étude. Les résultats indéniables de leurs actions ouvrent la voie à un combat intense et réversible, au sein des populations et à surtout à leur profit. A ce titre, cet engagement régional français au Sahel, marque bien une forme moderne du combat du XXIème Siècle, combinant le partenariat multilatéral avec une approche globale de la résolution de crise.

L'accompagnement du G5 sahel dans sa reconstruction sera l'épilogue. De la chrysalide au papillon, la France a développé une forme d'intervention évolutive, qui sera, par nature éphémère, mais prête à agir de nouveau sur un autre écosystème.

BIBLIOGRAPHIE

Livre

Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. « Une guerre perdue, La France au Sahel » ; Lattès ; Paris, Janvier 2020.

Articles

D'evry, Antoine. « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons. » Focus stratégique N°59 ; Ifri, Paris, Juillet 2015

Guibert, Bruno. « Colloque l'interculturalité au prisme des actions militaires. » Etat-major Spécialisé pour l'Outre-Mer et l'Etranger ; Paris, 2018. pp 64 -70

Mirikelam, François. Synthèse du Colloque « 100 ans après 1918 – Vaincre au XXIe siècle » ; Pensée militaire ; Centre de Doctrine et d'enseignement du Commandement ; Paris 2018 ; pp.23 - 50

Ruggie, John Gerard. « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », *International Organization*, vol. 46, n° 3, été 1992.

Recchia, Stefano. "A legitimate sphere of influence: Understanding France's turn to multilateralism in Africa", Journal of Strategic Studies, 2020; 43:4.

Documents publics

De Raincourt, Henri ; Conway-Mouret, Hélène. « Rapport d´information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur l'aide publique au développement au sahel » Rapport sénatorial N°728, 29 juin 2016.

Sites internet

Agence Française pour le Développement. plaquette d'information Mali, https://www.afd.fr/fr/ressources/lafd-et-le-mali-0

Durand de Sanctis, Julien.« G5 Sahel : l'ambiguïté d'une stratégie de sécurité » novembre 2019, https://www.middleeasteye.net consulté le 09 mai 2020.

Etat-major des Armées. Dossier Opérations https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane consulté le 12 avril 2020.

Etat-major des Armées. Point de situation Mai 2020 https://www.defense.gouv.fr/operations/points-de-situation/point-de-situation-des-operations-du-08-au-14-mai consulté le 17 mai 2020

Maisterra, Pauline. « Hollande et le Mali : les dates-clefs », le figaro international, Paris, Septembre 2013, https://www.lefigaro.fr/international/2013/09/19/01003-20130919ARTFIG00502-hollande-et-le-mali-les-dates-clefs.php consulté le 29 mars 2020

Figures

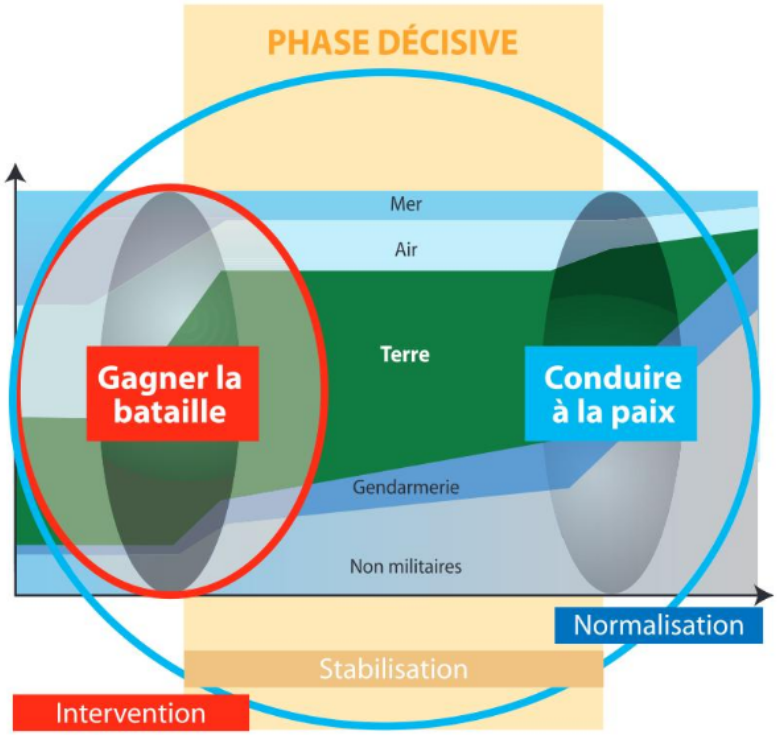

Figure 1- Continuum des opérations

Source : FT01 – « Gagner la bataille, conduire à la paix. » Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces. Paris, 2007. P.81

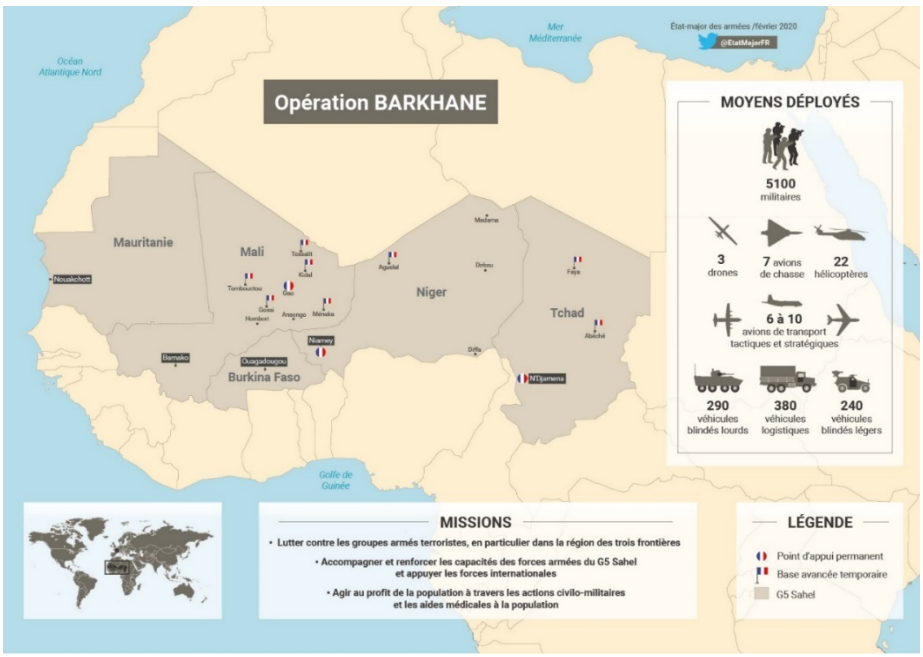

Figure 1 - Opération Barkhane –

Source État-major des Armées. 30 03 2020. https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane

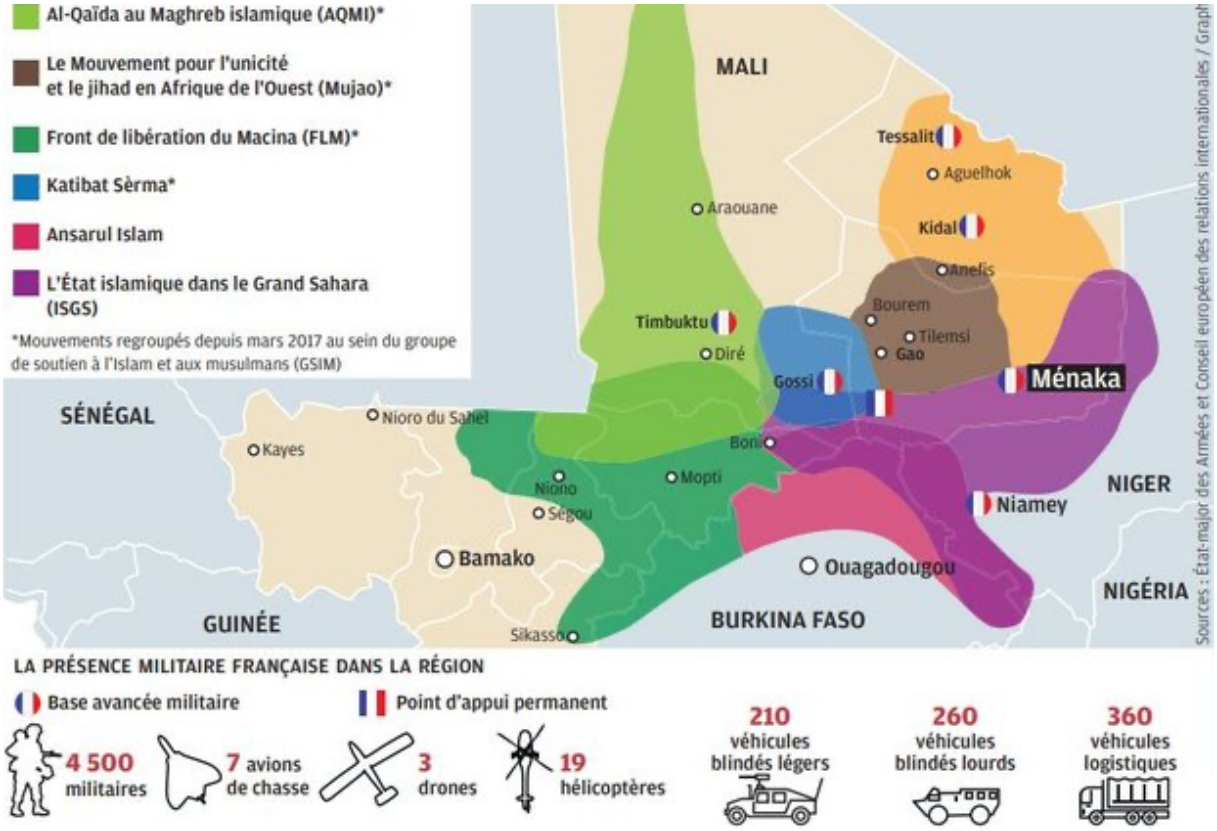

Figure 3 -Présence des groupes terroristes au Sahel

Source : Journal «corse matin » 26 novembre 2019 https://www.corsematin.com/articles/mort-de-13-militaires-francais-au-mali-les-circonstances-du-drame-le-fils-dun-ancien-ministre-tue-97141